



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 13 NOVEMBRE 2023

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 7 novembre 2023, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 13 novembre 2023 à 19 h, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

PRESENTS = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Jean-Michel LEGRAND, Olivier ROBIN, Jean-Henri LAURENT, Annie COLOMB, Sylvie CHARDEYRON, Nathalie TISSOT, Eric TRINQUET, Denis COLLET, Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Brigitte LIMODIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,
Radikah JUMMUN donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET,
Nathalie ROMANET donne pouvoir à Nathalie TISSOT,
Umus PERRONE.

Absents non excusés :

Mihrican AVCI,
Thomas GIRARD.

Il est rappelé au Conseil municipal que l'article L3132-26 du Code du travail, tel que modifié par la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite « loi Macron », permet de déroger à la règle du repos dominical des salariés des commerces de détail non alimentaires de sa commune pour un maximum de douze dimanches par an au lieu de cinq dimanches auparavant.

Les commerces de détail alimentaire peuvent déjà librement ouvrir le dimanche (boulangeries, boucheries, poissonneries, etc.), jusqu'à 13 heures. Ils peuvent désormais ouvrir toute la journée, lors des dimanches autorisés par le Maire.

Outre la consultation obligatoire des organisations d'employeurs et de salariés intéressés l'arrêté municipal qui fixe le nombre de dimanches doit intervenir avant le 31 décembre de l'année N-1 et doit faire l'objet d'une concertation préalable, en consultant :

- Le conseil municipal qui doit rendre un avis simple,
- Le conseil communautaire de Haut-Bugey Agglomération lorsque le nombre de dimanches accordés excède cinq par an.

Soucieux de dynamiser l'offre commerciale à l'occasion des soldes d'hiver, des soldes d'été et de la saison touristique rentrée scolaire, de la période des fêtes de fin d'année, il est proposé d'autoriser l'ouverture des commerces de vente au détail, douze dimanches pour l'année 2024, comme suit :

- 14 janvier : soldes d'hiver
- 23 et 30 juin : soldes d'été
- 07, 14, 21 et 28 juillet : saison touristique
- 04, 11, et 18 août : saison touristique
- 15 et 22 décembre : fêtes de fin d'année

Les compensations salariales devront être conformes aux dispositions du Code du Travail article L3132-27 : « Chaque salarié privé de repos dominical perçoit une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, ainsi qu'un repos compensateur équivalent en temps »

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Cela étant exposé, il sera demandé au Conseil Municipal, après en avoir
SES MEMBRES PRESENTS :

Envoyé en préfecture le 17/11/2023

Reçu en préfecture le 17/11/2023

Publié le 17/11/2023 A L'UNANIMITÉ

ID : 001-210102695-20231113-RJ202387-DE



- **D'émettre un avis favorable à la proposition d'ouverture dominicale telle que proposée ci-dessus, étant précisé que qu'un arrêté municipal interviendra pour autoriser ces ouvertures dominicales.**
- **D'autoriser Monsieur Le Maire à effectuer les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

Pour extrait conforme au registre des délibérations du
conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-préfecture de Nantua le

Publication ou affichage le

Jean-Pascal THOMASSET

Maire de Nantua

Le Maire,
Jean-Pascal THOMASSET

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.